

très augmentée des questions constitutionnelles, par M. Latour du Moulin, député du Doubs.

Ce livre restera comme une des plus curieuses pages de notre histoire contemporaine, puisque son auteur a été l'un des principaux promoteurs du mouvement politique qui s'accomplit en France en ce moment; il y a pour titre: Le tiers parti et les 116 — La responsabilité ministérielle — L'initiative — La liberté de la Presse — Le droit de réunion — Le droit d'amendement — Les candidatures officielles — L'organisation financière — La loi sur l'armée.

On retrouve dans cet ouvrage le germe et la préparation des réformes déjà réalisées et de celles qu'un avenir prochain semble réserver.

Cette publication a le mérite de l'actualité, car elle coïncide avec une importante révolution d'un groupe considérable de députés.

Le centre droit est en pleine dissolution. Le duc d'Albaféra, son président, a donné sa démission qui a été suivie de celle de tous les membres de la commission exécutive qui vont vraisemblablement se réunir au centre gauche.

M. Buffet paraît avoir déclaré la guerre aux gros traités: il est sûr d'y gagner une certaine popularité. Après les membres du conseil privé est venu le tour du comte de Palikao, ont les appointements ont été rognés: aujourd'hui c'est celui du gouverneur des Invalides dont le traitement paraît devoir être supprimé.

Mgr de Ginouilhac, qui vient d'être nommé archevêque de Lyon, est, dit-on, un partisan très-convaincu des doctrines gallicanes.

On a annoncé que M. de Gramont a été mandé à Paris; M. Benedetti doit venir aussi prochainement conférer avec le comte Daru, mais il est probable qu'il ne retournera pas à Berlin.

M. Clément Duvernois, non content de combattre énergiquement le ministère dans son journal, se propose de dresser contre lui une machine de guerre. Il demanderait au Corps législatif d'autoriser la publicité pour les procès de presse; le ministère, on le sait, n'est pas allé jusque là. Si les 36 soutiennent cette proposition, ce sera le monde renversé. Evidemment la gauche appuierait ce projet. Mais il arrivera alors ceci: c'est que le centre gauche et le ministère adhèreraient à la proposition, et la manœuvre de la droite aurait pour résultat de faire une loi contre laquelle elle a toujours si énergiquement protesté et comme on dit vulgairement: elle aurait pris des verges pour se fouetter.

La chronique scandaleuse a en perspective quelques jolis procès qui feront du bruit, procès princiers, car tout le monde plaide aujourd'hui depuis nos portiers jusqu'à nos souverains détronés et aux princes héréditaires. Il y a lutte entre les amis de la reine Isabelle et les hommes d'affaires; les uns veulent empêcher l'ex-reine de plaider avec son mari, qui est devenu peu commode depuis qu'il fréquente le monde des plaisirs parisiens, les autres ne veulent pas lâcher une si riche mine à honnoraires, on ne sait encore ce qui en adviendra, non plus que de la brouille entre le duc de Valentinois, prince héritier de Monaco, et sa jeune femme, fille de la duchesse Hamilton, Mais, dans ce dernier cas, vu la jeunesse des deux époux, il paraît que tout espoir d'une réconciliation n'est pas perdu.

CH. CAHOT.

BOURSE DU 4 MARS.

Nous assistons depuis trois jours à un spectacle pénible: la Bourse n'est plus occupée que de Mobilier Français, mobilier Espagnol et société immobilière, tous les trois de si désastreuse mémoire. Après avoir pen-

dant six ans découragé et ruiné les porteurs d'actions de ces trois institutions de jeu, les mêmes hommes, auteurs enrichis d'un si grand désastre, reviennent sur notre marché et lâchent de se reconstruire une influence, la seule sur laquelle ils puissent compter, celle des écus. Que coûtera à notre place cette déplorable restauration, nous le verrons bientôt. En attendant nous croyons remplir un devoir en protestant contre la résurrection de ce vampire qui a déjà dévoré un milliard de la fortune publique. — Le 3<sup>e</sup> ouvre à 73,40 et ferme à 73,42 1/2. — Londres: 1/8 baisse.

CELIER.

### La question du traité de commerce en Angleterre.

La question du traité de commerce va être discutée en Angleterre. M. de Beaumont, membre de la Chambre des communes, a questionné à ce sujet M. Lowe, ministre, lequel a déclaré n'être pas prêt à répondre. Alors M. de Beaumont a annoncé qu'il interpellait M. Gladstone à ce sujet.

La question de M. de Beaumont porte sur l'opinion du chancelier de l'Echiquier quant au principe même du traité, et sur la réouverture de négociations pour le renouvellement de cet acte. Il sera très curieux de connaître à ce sujet l'opinion de M. Gladstone. Les conditions dans lesquelles se produiront ses explications sont toutes nouvelles. Quand la question fut débattue au Parlement anglais, il y avait une voix muette ou étouffée, celle de l'industrie française, dont les ministres anglais ne tenaient aucun compte. Les théories qu'ils émettaient et qui n'avaient pas, dans leur bouche, le caractère de théories égoïstes, n'étaient pas contredites. Ils ne nient pas qu'ils ne fussent surtout préoccupés de l'intérêt anglais; mais ils ne croyaient pas, ou ils feignaient de ne pas croire qu'ils fussent porter une grave atteinte aux intérêts des pays contractants.

Aujourd'hui, dit la Presse cette ignorance ou cette feinte sont également impossibles. Notre enquête, à peine commencée, a fait déjà surgir de poignantes vérités; il est dès lors raisonnable d'espérer que, dans le Parlement anglais, le débat changera d'allures; on tiendra compte de l'intérêt français. Si, au contraire, on se renferme dans une appréciation et des théories égoïstes, ce sera pour nos députés une utile leçon de ne consulter, eux à leur tour, que le seul intérêt national.

Nous verrons aussi ce qu'il peut y avoir de vrai dans cette menace de représailles dont les avocats du libre-échange ont cherché à effrayer la Chambre.

### SENAT.

Séance du 4 mars.

Après la lecture du procès-verbal, M. Boinvilliers monte à la tribune et déclare qu'il retire son interpellation sur les derniers troubles de Paris. Ce retrait résulte, dit-il, d'une démarche qu'a faite au près de lui M. Chevandier de Valdrôme, lui annonçant que le conseil des ministres avait décidé de ne point accepter la discussion de son interpellation, par la raison d'inopportunité.

M. de Segur d'Aguesseau déclare retirer, pour le même motif son interpellation. M. Larabit dit qu'il regrette ces résolutions d'autant plus qu'il avait préparé un discours où il passait en revue tous les actes du ministère; mais il se range à l'avis de ses collègues et croit qu'il vaut mieux que le débat n'ait pas lieu.

En conséquence les interpellations demeurent retirées. Le surplus de la séance est consacré au tirage des bureaux pour le mois de mars.

### Chronique locale & départementale.

Conseil municipal de Roubaix.

Séance extraordinaire du 4 mars 1870.

Présidence de M. C. DESCAT, maire. M. Pierre Parentest élu secrétaire pour la séance.

Le Conseil: Entend la communication du rapport de la députation chargée de se rendre à Paris.

M. Motte-Bossut, rapporteur, s'exprime en ces termes:

Messieurs, nous faisons un devoir de vous donner divers détails sur nos démarches, tant à la préfecture qu'aux différents ministères que nous avons visités. — Nous avons la conscience d'avoir fait tout ce que vous attendiez de nous pour atteindre le but que nous poursuivons tous avec une égale ardeur: le paiement des indemnités dues aux victimes de l'incendie, tout en obtenant et simultanément, les moyens de satisfaire à cette obligation, sans entraver nos services municipaux, sans épuiser à l'excès les ressources de la commune. Nous avons l'espoir le plus ferme d'y arriver, grâce aux dispositions pleines de bienveillance que nous témoignent M. Masson, préfet de Nord, grâce enfin à la puissante et dévouée entremise de M. Jules Brame. Durant tout notre séjour à Paris, M. Brame n'a pas cessé d'un instant de nous aider de ses conseils, de nous appuyer de son crédit auprès des différents ministres auxquels il nous a présentés. Tous nous ont accueillis avec une faveur évidente, reportant sur vos délégués, l'estime et la considération qu'ils accordent à votre député.

Si les budgets dont peuvent disposer MM. les Ministres de l'Intérieur, des Affaires Étrangères, de la Justice et des Cultes ne leur permettent pas de nous accorder les subsides que nous sollicitons en faveur de nos Hospices et de notre Bureau de Bienfaisance, il n'en est pas de même aux Travaux publics. Ce ministère pourrait, dans le prochain rachat des canaux, comprendre le canal de Roubaix qui emprunte à son futur et prompt achèvement un caractère d'utilité départementale et générale. Nous avons cherché à faire accepter cette combinaison par M. le marquis de Talhouet. C'est aujourd'hui dans la parfaite entente de M. Masson et de M. Jules Brame que nous plaçons toutes nos espérances. Eux seuls peuvent poursuivre et conduire à bonne fin la mission dont vous nous avez chargés; ils ont une commune confiance dans le succès de notre entreprise et si leurs généreux efforts aboutissent, nous proclamerons avec reconnaissance qu'ils ont bien mérité de la ville de Roubaix.

Attendons maintenant avec patience, mais sans permettre à notre activité de se ralentir, l'issue de cette négociation et espérons que sa prompt solution fournira à M. Masson, représentant au milieu de nous un gouvernement qui s'est concilié toutes les sympathies de la France, l'occasion de nous donner un gage sérieux de l'esprit de justice animant le ministère choisi par l'Empereur, et qu'elle sera entre notre courageux député et notre population un lien nouveau à ajouter à ceux déjà si nombreux qui le lui rendent cher, lien de gratitude de la part de la ville de Roubaix pour son député, lien d'amitié de la part de M. Jules Brame, qui trouve dans l'accomplissement d'un service rendu, dans le bonheur d'être utile à ses concitoyens la seule récompense qu'il ambitionne.

Roubaix, 4 mars 1870. MOTTE-BOSSUT — PIERRE CATTEAU — J. VOUREUX — H. TOULMONDE-NOLLET — LÉONARD-DEWILLER.

Le Conseil: Accepte la donation des terrains faite par M. et Mme Henri Gornille, M<sup>me</sup> N. Agache et M. et M<sup>me</sup> Clarisse-Gadonne, pour construire dans le quartier de l'Épée, une église, un presbytère et une école de garçons.

Adopte divers crédits supplémentaires, pour l'école de dessin; le cours de chimie, la condition publique, et renvoie à l'examen de la Commission des finances, une demande d'indemnité de logement pour M. le greffier du tribunal de Commerce; Charge la même Commission de la vérification des comptes du canal pour 1869; et du budget des dépenses de cette même administration pour 1870;

Renvoie à la Commission de la voirie, la question du recouvrement des cotisations pour frais de parage contestés par plusieurs propriétaires.

Hier, on a retiré du canal, près le pont Duriez, le cadavre d'un individu inconnu, paraissant avoir séjourné au moins 15 jours dans l'eau. Ce cadavre a été transporté à l'hôpital.

Ce matin, le train partant pour Lille à 3 heures 17, a égaré sur la voie, à 50 mètres au dessus de passage à niveau de l'Alumette, un vieillard de 73 ans, nommé Lefebvre, mendiant plusieurs fois déjà arrêté à Roubaix. On ignore pourquoi il se trouvait à cet endroit.

L'expérience du Pyro-Extincteur de M. Roussel de Bruxelles, a été faite jeudi dernier en présence des autorités de l'arrondissement de Roubaix. Voici, d'après les renseignements extraits du procès-verbal, dans quelles conditions cette expérience a eu lieu.

On avait établi sur la Grande-Place une baraque, en vieux bois, de sept mètres de longueur sur quatre mètres de largeur et d'une hauteur de quatre mètres environ.

Cette baraque renfermait: Trois voitures de bois sec; 200 gros fagots;

20 sacs de copeaux; Une grande quantité de déchets de bois; le tout arrosé intérieurement et extérieurement par environ trois hectolitres de godron et deux hectolitres de pétrole.

Après que le feu eut été mis aux quatre coins de la baraque et qu'il eut pris tout son développement, l'ordre d'éteindre fut donné. On put remarquer que le premier jet d'eau purement lancé par la pompe augmenta la violence du feu; et ce ne fut que lorsque la matière extinctrice mélangée à l'eau fut projetée que l'on put voir les flammes diminuées graduellement et le feu fut éteint en six minutes.

À une 2<sup>e</sup> épreuve le feu ayant été rallumé, il fut attaqué de nouveau et éteint presque instantanément.

À une 3<sup>e</sup> épreuve pour le rallumer, on projeta du pétrole. Nous avons remarqué que l'huile projetée brûlait, mais n'enflammait pas les parties atteintes par le Pyro-Extincteur.

Il résulte de ces diverses preuves que l'emploi de cette matière extinctrice dans un incendie est d'un effet rapide et assuré.

La cour d'appel de Bruxelles, chambre des mises en accusation, vient de renvoyer devant les assises de Hainaut les nommés: Théodore Joseph Quinquo, âgé de 37 ans, tisserand, né en France demeurant à Roubaix; et Virginie-Thérèse Sengier, âgée de 38 ans, couturière, née à Courtrai, sans domicile fixe, détenue en ce moment à Lille, en vertu d'une demande d'extradition, accusés tous deux d'avoir, ensemble, à Nechin, pendant la nuit du 8 au 9 octobre 1869, volé avec violence, dans un chemin public, un porte-monnaie, renfermant une somme de 72 fr. environ, au préjudice de Jean-Baptiste Douterlungue.

Il y a quelques jours, nous avons rapporté, d'après les journaux de Paris, un vol considérable de bijoux, commis par un de ses employés, au préjudice d'un opulent bijoutier de la capitale. Nous apprenons que l'employé infidèle, nommé Tonnaccio, vient d'être arrêté sur la frontière et écroué à Lille, en attendant qu'on le dirige sur Paris.

On lit dans le Propagateur: Il y a toujours des contestations au marché au blé à cause de l'obligation imposée aux acheteurs de ne commencer l'enlèvement qu'à deux heures, c'est-à-dire, à la fermeture du marché. Nous avons déjà dit que le marché, s'ouvrant à midi, peut parfaitement être terminé à une heure. En général, il ne reste à cette heure-là que quelques vendeurs entêtés qui, la plupart du temps, finissent par remettre leur blé. Néanmoins, cela suffit pour empêcher l'enlèvement des marées venues. De là une perte de temps considérable pour les acheteurs et les vendeurs.

Depuis quelques semaines, les marchands avaient pris sur eux d'enlever à une heure; mais comme, contrairement à ce que l'on avait pensé, aucun ordre n'a été donné par la mairie, les agents de service s'y sont opposés mercredi dernier. Il en est résulté de nouvelles réclamations de la part des intéressés.

Il est urgent que la mairie prenne au plutôt des mesures à cet égard; ce marché, pas plus que les autres, n'est réglementé. Cependant, si l'on fait placarder des règlements dans les jardins publics, à plus forte raison doit-on le faire pour les marchés où des abus se commettent au préjudice des consommateurs. Tout cela se passe autrement dans les villes qui nous entourent.

Un triste accident est arrivé hier dans une scierie mécanique de la rue de Valenciennes à Lille:

Un ouvrier, nommé Louis Mallamme, âgé de 26 ans, scierie, domicilié à Valenciennes, a été atteint au bras gauche par un engin. Ce malheureux ouvrier a été blessé au bras gauche presque entièrement détaché du coude. Il a été transporté sur-le-champ à l'hôpital Saint-Sauveur.

Talhouet de Lille. César Debonck, monté mardi sur un char de carnaval, vous avez chanté la Marseillaise et frappé un agent de police qui vous invitait à cesser. De quoi de quoi? Qu'est-ce que ça me fait la Marseillaise? Je n'ai pas d'opinion, je ne suis plus électeur. — Sans doute, après trois condamnations à un an, treize mois et deux ans, pour vol, on n'est plus électeur.

Un mois de prison.

La femme Vandenberghe, de Roubaix, a volé 30 fr. dans la poche d'un ouvrier qui logeait chez elle. Trois mois de prison.

Watrillon, de Roubaix, bien que déjà condamné pour vol, a commis de nouveau ce délit. — Six mois.

Lundi, au bal du Casino, Louchard, de Lezennes, a frappé d'un instrument dans le jeu, un individu qui lui déplaisait.

Un jour, un individu qui se faisait remarquer par son caractère violent, a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.

Le 4 mars, à 10 heures, un individu a été condamné à un mois de prison.